

**Séance ordinaire du
jeudi 28 septembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le vingt-huit septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Jacques DOMERGUE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Séverine SCUDIER.

**Rénovation/Installation de mise en lumière
Tour de la Babote
Déclaration de Travaux**

Dans l'optique de valoriser son patrimoine, la Ville de Montpellier a engagé, depuis plusieurs années, des chantiers ambitieux de réparation, de rénovation et de réaménagement de ses bâtiments communaux.

Poursuivant cet objectif, la Ville souhaite aujourd'hui entreprendre une opération de mise en valeur de la Tour de la Babote, en repensant sa mise en lumière, à l'occasion notamment de la prochaine manifestation « Cœur de Ville en Lumières » qui aura lieu début décembre 2017.

Cet édifice, sis 17 boulevard de l'Observatoire, ancien vestige des remparts de Montpellier datant de la fin du XIIème et début XIIIème siècles, est aujourd'hui classé au titre des Monuments Historiques.

Aussi pour mener à bien cette opération, il convient de procéder au dépôt d'un dossier de déclaration pour travaux sur monuments historiques auprès des services compétents de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), afin de présenter le projet envisagé et les équipements d'éclairage à mettre en place pour assurer la mise en lumière de la Tour de la Babote.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt du dossier de déclaration pour travaux sur monuments historiques auprès de la DRAC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 29 septembre 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170928-12884-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 06/10/17
Réception en Préfecture : 06/10/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.